

Croissance économique et diminution de la pauvreté au Kirghizstan

Zarylbek I. Kudabaev¹

Au Kirghizstan qui est une ancienne république soviétique devenue indépendante en 1991, les enquêtes par sondage auprès des ménages sont une nouveauté datant du début des années 1990. Ces enquêtes ont été mises en place pour mesurer l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, dans le but d'aider à la définition et au suivi & évaluation des politiques publiques. On observe que la transition économique et sociale rapide connue par le pays à partir des années 1990 dans le cadre du passage à l'économie de marché s'est traduite par une restructuration des modes de consommation et par une forte montée des inégalités et de la pauvreté monétaire. A partir de la fin des années 1990, la pauvreté monétaire s'est réduite rapidement grâce à la reprise économique enregistrée, mais demeure particulièrement élevée en zones rurales.

Depuis son indépendance acquise en 1991, le Kirghizstan a connu une transition économique et sociale rapide, qui a provoqué un bouleversement profond des conditions de vie de la population. Le début des années 1990 a été marqué par une récession très sévère dont a résulté une montée importante de la pauvreté et des inégalités. La pauvreté monétaire a ensuite entamé un processus de reflux, parallèlement à une réduction des inégalités, qui restent toutefois beaucoup plus élevées qu'au début de la transition.

Cet article décrit dans leurs grandes lignes ces évolutions macro-économiques, ainsi que leurs conséquences sur les revenus et la consommation. La première partie décrit les principales caractéristiques de la croissance et la structure de la consommation et des revenus de la population. La seconde partie présente quelques éléments concernant la mesure et l'évolution de la pauvreté monétaire au niveau national, mesurée depuis 2003 à partir d'une enquête intégrée auprès des ménages mise en place sur un vaste échantillon de ménages.

Une croissance très inégalitaire depuis le début de la transition

La période de transition socio-économique qui a débuté au début des années 1990 au Kirghizstan s'est déroulée en trois étapes. La première (1992-1994) s'est caractérisée par une forte dégradation de la situation économique, avec une baisse cumulée du PIB estimée à plus de 40% (graphique 1). Une deuxième étape (1995-1998) a vu un début de stabilisation puis de reprise économique, interrompue temporairement en 1998 par la crise économique et financière subie par la Russie. La troisième étape correspond à la période débutant en 1999. Depuis cette date, la croissance économique a repris, le rythme annuel d'accroissement du PIB dépassant 5% par an au cours de la période 1999-2004. En 2005-2006, les troubles politiques ont interrompu la croissance. Au-delà de ces troubles, une grande partie des fluctuations de la croissance au cours des dernières années s'explique par l'évolution de la production

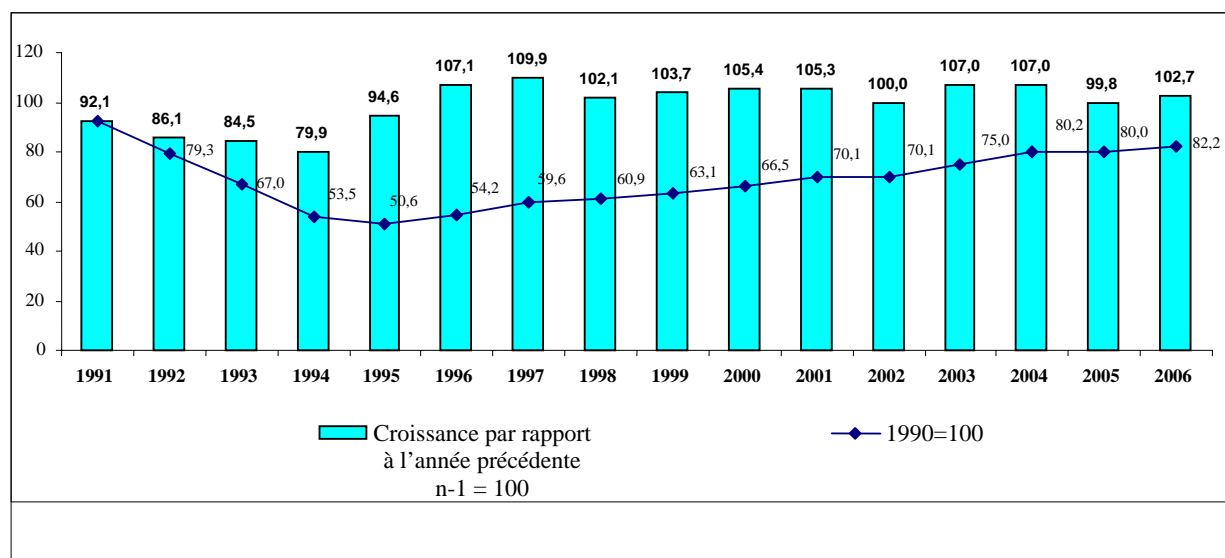
¹ Université américaine en Asie centrale, Bichkek, Kirghizstan

charbonnière (gisement « Koumtor »). Au total, malgré la croissance retrouvée, le niveau du PIB

était encore inférieur au milieu des années 2000 à son niveau du début de la transition.

Graphique 1 :

Evolution du produit intérieur brut



L'évolution de la structure des revenus et de la consommation

En examinant les paramètres de formation des revenus de la population (tableau 1), on peut remarquer que plus de la moitié des revenus monétaires (51,7 % en 2004) provient de

la rémunération de l'activité salariée et de l'activité des entrepreneurs individuels (paysans en particulier). Les autres sources telles que l'aide des parents, les pensions alimentaires et les retraites représentait quant à elle 10,6 % des revenus en 2004. Enfin, l'activité économique auxiliaire personnelle joue un rôle important dans les budgets des ménages.

Tableau 1 :

Structure des revenus monétaires de la population (%)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Salaires et RBEI	49,5	55,4	54,4	50,9	48,5	50,6	49,8	49,2	50,5	49,7	53,1	51,7
Pensions, retraites	10,2	9,6	11,8	10,6	12,3	12,1	10,4	9,9	8,7	9,6	10,2	10,6
Produits de l'activité économique auxiliaire personnelle	14,0	23,5	22,8	29,3	18,7	17,9	18,8	17,5	19,4	21,1	20,2	15,9
Autres sources	26,3	11,5	11,0	9,2	20,5	19,4	21,0	23,4	21,4	19,6	16,6	21,8

Les données des enquêtes budgets des ménages permettent d'analyser les modifications de la structure de la consommation (tableau 2). Parmi les principaux postes de dépenses, les produits alimentaires et les services ont évolué dans des directions opposées :

- la part des dépenses alimentaires dans les budgets des ménages a baissé au cours de la période. Elle demeure cependant toujours très élevée et constitue plus de la moitié de la totalité des dépenses (50,7 % du total en 2004) ;

- en sens inverse, la part des services marchands a cru régulièrement et représente 21,6 % des dépenses en 2004. La hausse systématique des prix et des tarifs fait que les couches les plus démunies de la population sont obligées de se limiter aux services les plus indispensables, et

de se priver des biens auparavant accessibles (départ en congé, une partie des services communaux et sociaux, vie sociale) ;

Enfin, la consommation de produits non alimentaires a fluctué autour de 30 % des dépenses.

Tableau 2 :

Structure des dépenses de consommation de la population (%)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Dont:												
Produits alimentaires	58,0	55,5	57,3	58,3	59,8	58,7	55,8	54,3	51,0	50,1	50,1	50,7
Produits non alim.	29,6	31,2	28,3	27,4	24,9	25,5	28,3	28,8	30,3	30,4	26,1	27,4
Boissons alcoolisées	2,8	2,7	1,9	1,7	1,7	1,6	1,6	1,4	1,3	1,3	1,2	0,9
Services	9,6	10,6	12,6	12,6	13,6	14,2	14,3	15,5	17,3	18,2	22,6	21,1

L'évolution de la distribution des revenus

Le passage à l'économie de marché s'est traduit par une différenciation sociale et économique de plus en plus marquée. De ce fait, des modifications importantes dans la distribution des revenus monétaires entre les couches riche et pauvre et de la population ont eu lieu ces dernières années (tableau 3).

Les évolutions d'une année sur l'autre de l'indice de Gini de concentration des revenus et du ratio entre la moyenne des revenus monétaires des 20 % du groupe des revenus les plus élevés et celle des

20 % du groupe des revenus les plus bas (rapport inter-quintiles) sont relativement difficiles à analyser et reflètent en partie des problèmes habituels de mesure des revenus extrêmes.

Il se dégage toutefois de ces évolutions une tendance nette à la montée des inégalités mesurées par ces deux ratios jusqu'à la fin des années 1990. Les évolutions récentes mettent en évidence un tassement des inégalités de revenus à un niveau relativement élevé, même si l'indice de Gini a connu une certaine remontée en 2004 (0,42). En 2004, le ratio inter-quintiles s'établissait à 8,6, un niveau inférieur à celui atteint à la fin des années 1990 et au début des années 2000 (compris entre 10 et 11).

Tableau 3 :

Distribution des revenus monétaires (%)

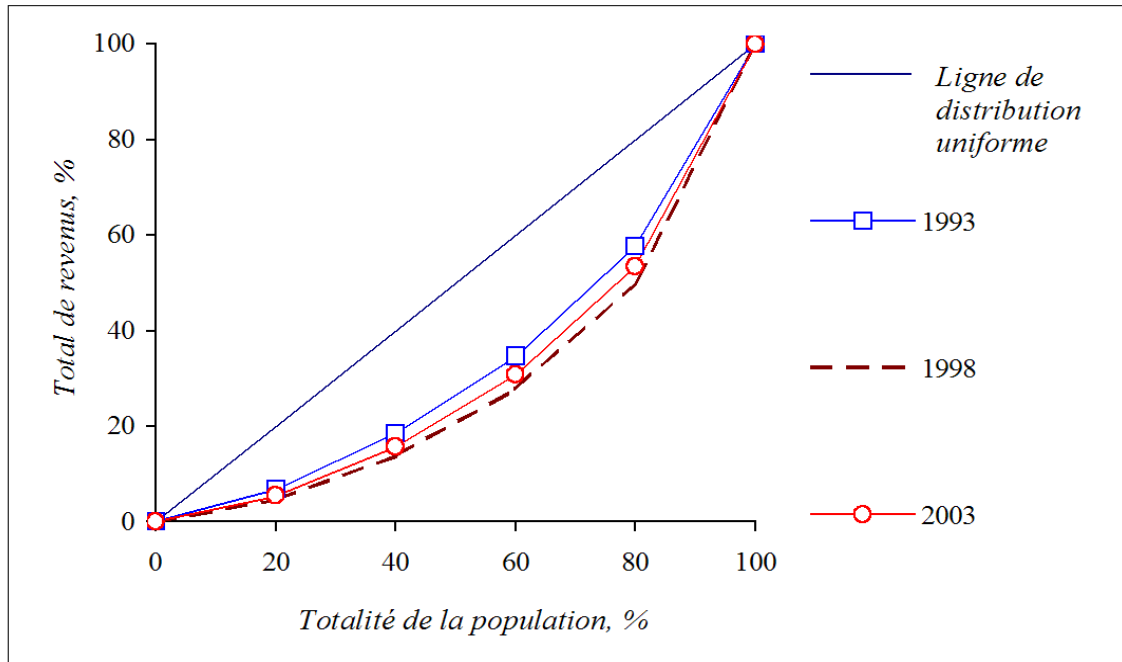
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Part de chaque quintile dans le revenu total:</i>												
Premier quintile Q1*	6,9	4,5	6,2	5,8	4,5	4,6	4,7	4,6	5,0	5,2	5,5	5,4
Deuxième quintile Q2	11,6	9,5	11,0	10,7	8,9	9,2	9,3	9,0	9,4	9,8	10,1	10,1
Troisième quintile Q3	16,2	14,2	16,0	15,5	14,0	14,1	14,2	14,1	14,3	14,8	15,1	15,2
Quatrième quintile Q4	23,0	22,3	23,0	22,9	22,1	22,2	22,3	22,2	21,7	22,5	22,6	23,2
Cinquième quintile Q5**	42,3	49,5	43,7	45,2	50,4	49,9	49,6	50,1	49,7	47,7	46,6	46,2
Rapport inter-quintile***	6,1	11,0	7,1	7,8	11,2	10,8	10,6	10,9	9,9	9,2	8,5	8,6
Indice de Gini	0,24	0,35	0,44	0,37	0,39	0,45	0,45	0,45	0,44	0,42	0,41	0,42

*revenus les plus bas, **revenus les plus haut, *** Q5/Q1.

La courbe de Lorenz des revenus (graphique 2) suit la même évolution : creusement des inégalités entre 1993 et 1998 ; réduction de 1998 à 2003, sachant

que la courbe de Lorenz demeure plus inégalitaire en 2003 qu'en 1993 (ce qui est également le cas pour l'Indice de Gini et pour le ratio inter-quintile).

Graphique 2 :
Courbe de Lorenz (revenus)



Lecture de la courbe : Si la répartition des revenus est uniforme, la courbe de Lorenz suit entièrement la bissectrice (ligne droite). Plus la répartition est inégale, plus la courbe de Lorenz fléchit à droite et en bas.

La pauvreté au Kirghizstan et sa mesure

Le problème de la pauvreté et de son estimation est devenu un des plus graves de la société kirghize. L'étude de cette question est indispensable afin d'élaborer des politiques publiques dans ce domaine et afin de prendre les mesures nécessaires de protection des couches de la population à faibles ressources. L'adoption des deux programmes intitulés « Bases de développement de la République de Kirghizstan jusqu'à l'an 2010 » et « Stratégie Nationale de réduction de la pauvreté en République de Kirghizstan » a mis la réduction de la pauvreté au centre de la politique de l'Etat. Le taux de réduction de la pauvreté est aujourd'hui considéré comme le paramètre le plus important pour mesurer l'efficacité des politiques publiques, des organisations de la société civile et des agences internationales de développement.

La définition des seuils de pauvreté absolue

Selon la pratique internationale, le seuil de pauvreté au Kirghizstan est défini à partir des besoins caloriques de la population. On commence par mesurer la structure de la consommation alimentaire du tiers le plus pauvre de la population. En respectant cette structure, la quantité nécessaire de ces produits est identifiée à partir du niveau de

calories minimum par jour, estimé internationalement à 2.100 kcal par adulte. Le coût de panier de biens permettant d'atteindre cette consommation est alors défini comme le *seuil de pauvreté extrême*.

Afin de prendre en compte la consommation de produits non alimentaires et de services, on mesure le budget de consommation de ces produits pour le tiers le plus pauvre de la population. La somme des coûts d'un panier minimum de produits alimentaires, non alimentaires et de services est alors définie comme le *seuil général de pauvreté*.

La proportion de pauvres dans la population est ensuite définie comme la part de la population dont le volume de consommation est inférieur au seuil de pauvreté (extrême/général).

Cependant, l'utilisation de la présente méthode de définition du bien-être de la population pose un problème, lié au fait que dans certains cas les ménages consomment moins de biens et de services en vue de faire des économies. Celles-ci peuvent notamment viser à l'acquisition de bétail ou de biens immobiliers, dont ces derniers temps de terrains. C'est pourquoi l'estimation de la pauvreté à partir du niveau de consommation personnelle peut amener à considérer comme pauvres des ménages qui, volontairement, consomment moins pour

investir plus et pour augmenter leurs actifs, et donc, améliorer le bien-être futur de la famille.

Afin de pallier ce problème, on présente également pour chaque seuil de pauvreté une évaluation du taux de pauvreté qui ne se limite pas à la consommation mais inclut l'ensemble des dépenses des ménages. Ces dernières incluent non seulement les dépenses de consommation courante mais aussi toutes les dépenses dites d'« investissement » : achat immobiliers, de biens durables et de bétail (près de 18 % des ménages achètent du bétail en vue de son élevage et en vue d'en percevoir du profit) ; les consommations intermédiaires (grains et engrais) achetées par les ménages sont également incluses, de même que les différents paiements de transferts (impôts et taxes, cadeaux aux parents et connaissances). Pour la population du Kirghizstan aider et faire des cadeaux aux parents et connaissances est une tradition nationale, ce dont témoignent les réponses aux enquêtes où plus de 62 % de ménages déclarent des dépenses de ce type.

La méthode d'évaluation du bien-être personnel selon le paramètre *de consommation équivalente* est basée sur la prise en compte des différences dans la taille et dans la composition démographique des ménages, ce qui affecte la consommation réelle de chaque membre du ménage. De nombreuses études internationales montrent que les dépenses alimentaires et non alimentaires par personne diminuent avec l'augmentation de la taille de la famille. En examinant les différences démographiques et la composition des familles dans notre république, on comprend la nécessité d'utiliser une correction en fonction de la taille des ménages. Pour le Kirghizstan ces corrections peuvent s'avérer très importantes, car près de 70 % des ménages comprennent 3 personnes ou plus et un tiers de familles comprend 3 enfants ou plus. La correction en fonction de la taille équivalente de la famille par rapport à la consommation alimentaire est justifiée par le fait que les enfants n'ont pas besoins de consommer la même quantité de calories que celle nécessaire aux adultes en âge de travailler. Selon la pratique habituelle, la correction en fonction de la taille équivalente de la famille est réalisée par méthode de conversion de la consommation des enfants en grandeurs pour adultes.

Au cours *du traitement et de l'analyse des données* sont calculés les indicateurs de pauvreté. Après le calcul de données agrégées relatives aux dépenses et à la consommation des ménages, les données sont recalculées en moyenne par personne.

Simultanément, pour assurer la comparabilité des indicateurs du bien-être de la population habitant les différentes régions de la république, où il y a des différences de prix, on procède à la correction des dépenses des ménages compte tenu des indices des prix régionaux. Ces indices des prix régionaux se basent sur le coût du même panier de marchandises dans les différentes régions. Un tel ajustement permet d'estimer le niveau de pauvreté avec une ligne nationale de pauvreté, sans nécessité de calculer les différentes lignes de pauvreté pour chaque région de la république.

Au total, nous disposons donc de six mesures différentes de la pauvreté au Kirghizstan pour chaque année, soit : pour chacun des deux seuils de pauvreté (*extrême* et *générale*), trois mesures de la pauvreté correspondant à trois indicateurs différents pour les ménages : consommation par personne ; dépenses par personne ; consommation par adulte (à partir d'une échelle d'équivalence).

L'évolution de la pauvreté

L'évolution temporelle de la pauvreté au cours des dernières années met en relief une forte corrélation avec la croissance économique. Ainsi alors que le pourcentage de pauvres dans la population progresse vivement jusqu'en 1999 en liaison avec la récession économique antérieure (graphique 3), la reprise observée à partir de 1995 se traduit de façon décalée par un processus tendanciel de réduction de la pauvreté qui se poursuit tout au long des années 2000, quel que soit l'indicateur retenu (tableaux 4 et 5).

Nous ne nous sommes pas livrés ici à une analyse approfondie du profil des pauvres. Deux caractéristiques importantes de la pauvreté ressortent néanmoins : la pauvreté touche surtout les zones rurales et les familles nombreuses.

La pauvreté est ainsi avant tout (mais pas uniquement) un phénomène rural : 73 % des pauvres (pauvreté extrême) habitaient en zones rurales en 2003, alors que ces zones ne représentaient que 65 % de la population. Par contre, la pauvreté extrême est inexistante dans la capitale Bichkek (moins de 1 %). En outre, les résultats des enquêtes auprès des ménages réalisées dans le cadre du projet «Suivi de la pauvreté» entre 1996 et 1998 ont montré que l'un des groupes les plus vulnérables à la pauvreté est la catégorie des familles nombreuses, la plupart desquelles habite la campagne. Le graphique 4 montre que le niveau de pauvreté croît avec le nombre d'enfants. Parmi les familles ayant 5 enfants et plus, plus de 90 % se trouvent dans la catégorie des pauvres.

Graphique 3 :
Evolution de la pauvreté générale et extrême (%)

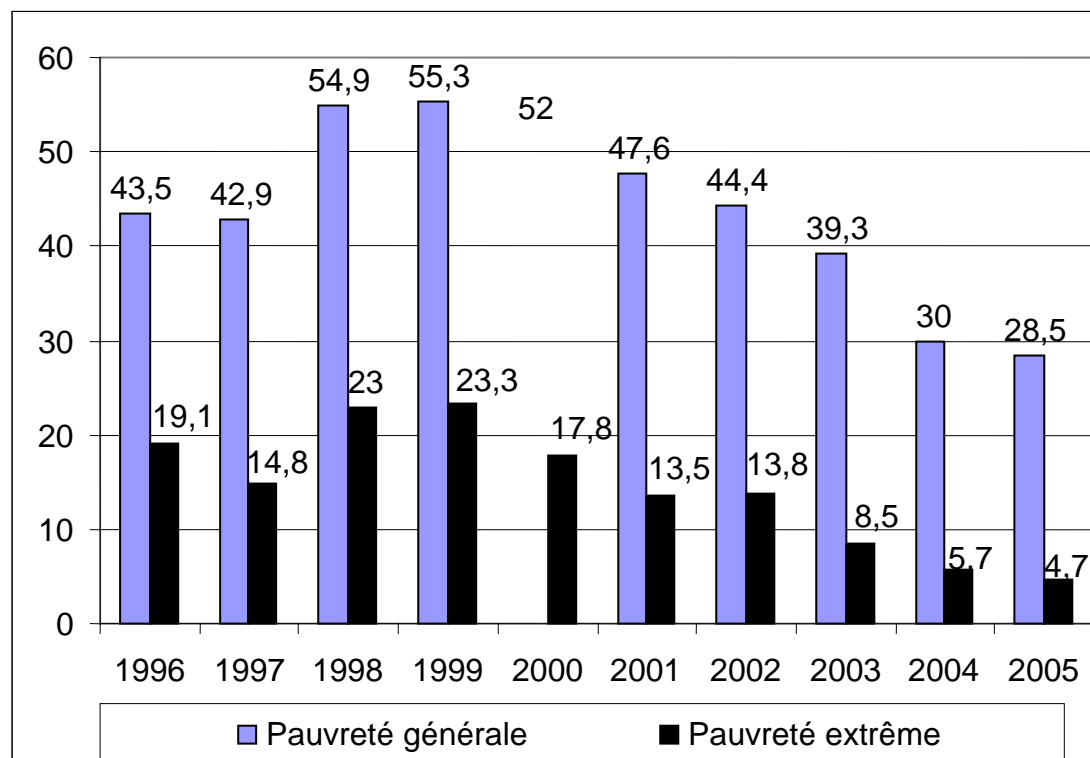


Tableau 4 :
Evolution des différents indices FGT de pauvreté (%)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Pauvreté générale :								
Pourcentage de pauvres (P0)	43,5	43,0	54,9	55,3	52,0	47,6	44,4	39,3
Profondeur de la pauvreté (P1)	15,9	14,0	19,5	19,8	16,4	13,9	13,2	10,2
Sévérité de la pauvreté (P2)	7,9	6,3	9,2	9,8	6,9	5,6	5,5	3,6
Pauvreté extrême :								
Pourcentage de pauvres (P0)	19,1	14,9	23,0	23,3	17,8	13,5	13,8	8,5
Profondeur de la pauvreté (P1)	5,6	3,9	6,0	7,1	3,7	2,7	3,0	1,3
Sévérité de la pauvreté (P2)	2,4	1,5	2,3	3,0	1,2	0,8	0,9	0,3

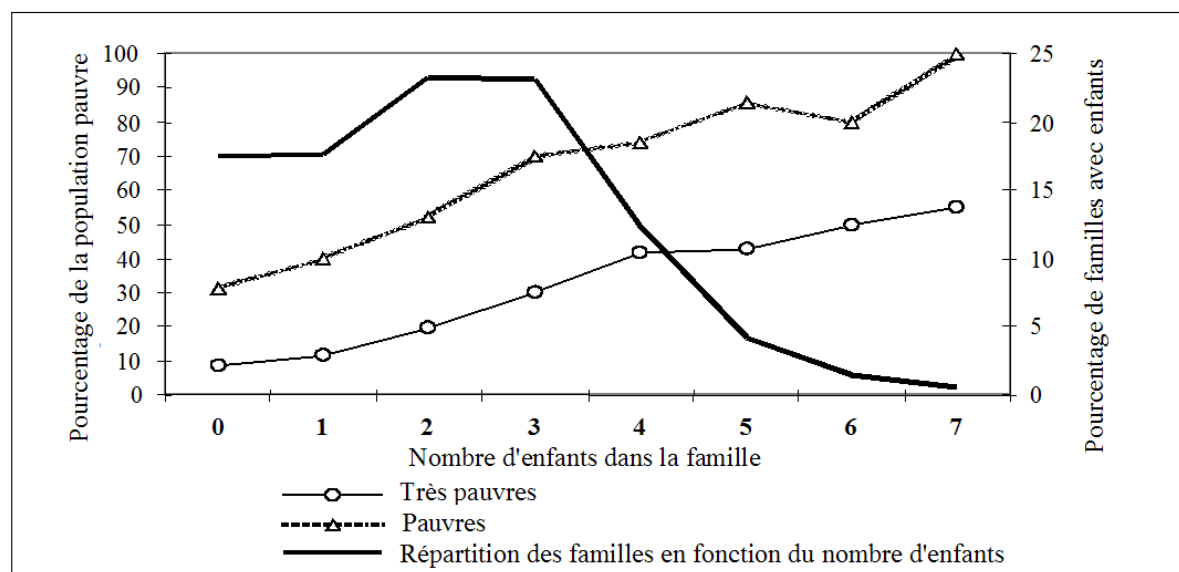
Tableau 5 :
Pauvreté et pauvreté extrême au Kirghizstan (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Pauvreté générale						
Dépenses/personne	52,0	47,6	44,4	39,3	30,0	28,5
Consommation/personne	62,5	56,4	54,8	40,3	33,9	28,8
Consommation/adulte équivalent	51,8	45,0	41,1	29,5	23,3	19,5
Pauvreté extrême						
Dépenses/personne	17,8	13,5	13,8	8,5	5,7	4,7
Consommation/personne	32,9	24,7	23,3	11,7	9,2	6,6
Consommation/adulte équivalent	20,6	14,6	12,0	6,4	6,0	2,5

Les caractéristiques des pauvres

Graphique 4 :

Corrélation entre le niveau de la pauvreté et le nombre d'enfants dans la famille



Conclusion

Le système économique de la République du Kirghizstan, malgré toutes les difficultés de la période de transition, garde son orientation sociale. En cherchant des solutions aux problèmes complexes de la réforme économique, le gouvernement accorde toujours une attention particulière à la sphère sociale.

Malgré la croissance économique retrouvée depuis le milieu des années 1990 et malgré les efforts du gouvernement, les problèmes sociaux n'ont pas encore trouvé de solution et la proportion de pauvres dans la population demeure toujours élevée. C'est pourquoi il faut mettre au point un programme de développement économique qui

assure à la fois une croissance économique stable et un développement social, visant en particulier la diminution de la pauvreté. La stratégie de réduction de la pauvreté au Kirghizstan doit combiner une stratégie de croissance économique et de réduction de l'inégalité, désignée sous le terme de « croissance pro-pauvres ».

Les données utilisées dans cet article proviennent toutes des statistiques établies par le Comité national de la Statistique. A l'exception du graphique 1 basé sur les comptes nationaux les autres graphiques et tableaux reprennent les données tirées des enquêtes ménages : enquêtes budget-consommation (1993-2002) et enquête intégrée (2003-2004)

Annexe

Les enquêtes ménages utilisées

Le démarrage des enquêtes par sondage auprès des ménages au Kirghizstan date de l'indépendance du pays (1991). L'enquête budget-consommation a été lancée initialement dans le cadre d'un programme mené avec la Banque mondiale.

Le principal objectif de l'enquête était d'estimer la pauvreté dans le pays. L'obtention des données a permis de définir le niveau, la sévérité et la profondeur de la pauvreté, l'influence sur la pauvreté des politiques publiques dans le domaine social et de définir des stratégies dans ce domaine. De plus, ces données ont permis de mieux connaître les conditions de vie de la population : état de santé ; qualité des soins médicaux reçus et de la santé reproductive des femmes ; qualité de la nourriture et influence sur la santé ; niveaux d'emploi et de chômage ; accès aux services sanitaires ; développement des activités agricoles à temps partiel et contribution de celles-ci au budget des ménages, à la consommation des ménages, à l'emploi, etc.

La taille de l'échantillon était initialement de 1.100 ménages. Elle a été accrue à 2.000 ménages en 1997 et à 3.000 en l'an 2000.

En 2003 a été lancée pour la première fois l'*enquête statistique intégrée auprès des ménages* (ISH) auprès de 5.016 ménages.

L'ISH se différencie des enquêtes précédentes par une plus grande taille d'échantillon, par le fait qu'elle est menée de manière trimestrielle (et non plus mensuelle) et qu'elle utilise un questionnaire modifié. L'introduction de l'ISH a permis de réduire la charge de travail des répondants tout en couvrant mieux les régions éloignées de haute montagne.

Le questionnaire sur l'emploi a été étendu ce qui permet de connaître la structure des occupations de la population, l'évolution de l'emploi, l'émergence de nouvelles formes d'emplois, etc.

Afin d'améliorer les méthodes statistiques, le Comité National de la Statistique a adopté depuis 2000 trois critères de mesure de la pauvreté : selon les dépenses, les revenus et par échelle d'équivalence.

L'échantillon est formé de la manière suivante, en utilisant le recensement de population de 1999. Dans le recensement, l'unité territoriale la plus petite est appelée « dossier ». Il existe 13.067 « dossiers » couvrant l'ensemble du pays, qui constituent donc l'Unité Primaire de Sondage (UPS). Le tirage en deux étapes s'effectue ainsi :

- dans une première étape, on tire de manière aléatoire un certain nombre d'UPS (environ 455) avec une probabilité liée au nombre de ménages par UPS ;
- dans une seconde étape, on tire les ménages dans chaque UPS (environ 11 ménages par UPS) avec une probabilité liée à la taille du ménage.

L'enquête est représentative au niveau régional et permet une décomposition entre zones urbaines et rurales. Au total, 15 groupes géographiques (7 régions découpées chacune en zones urbaines/rurales+la ville de Bichkek). L'enquête n'est pas représentative à un niveau géographique plus fin (sauf pour la capitale Bichkek).

Pauvreté par régions

